



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 13 novembre 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO et à partir de Goma, Mathias Gillmann, coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies et le Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo. J'ai le plaisir d'accueillir aujourd'hui le Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO, François Grignon, qui interviendra de Goma.

Goma où nous retrouverons également le porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-Colonel Claude Raoul Djehoungo ainsi que Mathias Gillmann qui s'exprimera au nom des agences, fonds et programmes des Nations Unies. Nous serons également connectés avec nos camarades de Bunia et de Bukavu.

Une bonne nouvelle pour ouvrir cette conférence de presse, même si je suis bien consciente qu'elle a déjà été largement reprise par les médias, celle de la signature, par la police nationale congolaise, d'un plan d'action pour lutter contre les violences sexuelles commises par des agents de la PNC. Cette signature est l'aboutissement de plusieurs mois de consultations avec les autorités congolaises et d'un plaidoyer soutenu de la part des Nations Unies.

La Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, s'est félicitée de cette signature qui intervient au moment où la Mission encourage les partenaires de la République démocratique du Congo à soutenir la professionnalisation des forces de sécurité.

La MONUSCO s'est engagée à apporter un soutien technique et financier au secrétariat de la commission qui a été installée afin de superviser la mise en œuvre du plan d'action. Il est aussi prévu que le suivi des progrès enregistrés soit intégré dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées au conflit.

Le lancement officiel du plan d'action aura lieu début décembre lors de la visite en RDC de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en conflit, Mme Pramila Patten.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Il est prévu que les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies tiennent aujourd'hui des consultations sur la République démocratique du Congo.

Ces consultations entrent dans le cadre de la remise, fin octobre, du rapport de la revue stratégique indépendante sur la MONUSCO comme cela avait été demandé par le Conseil dans la résolution 2463 qui guide actuellement les actions de la Mission.

Comme vous le savez, le mandat de la MONUSCO sera renouvelé fin décembre. Le rapport de la revue stratégique indépendante pourra servir à alimenter les discussions sur les futures priorités de notre Mission.

La Représentante spéciale du Secrétaire général vient d'arriver dans la province du Nord-Kivu pour une visite de travail de plusieurs jours. Au programme : des rencontres avec les autorités provinciales et locales, des visites de terrain et des réunions internes. La visite sera axée sur la mise en œuvre du mandat de protection des civils de la MONUSCO. L'ensemble de ces points seront développés dans quelques instants par notre invité spécial, François Grignon.

Nous retrouvons maintenant le porte-parole militaire de la MONUSCO qui, depuis Goma, va revenir sur les opérations menées par les FARDC dans la région de Beni et le soutien apporté par la MONUSCO. Colonel, c'est à vous.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo] : Mesdames et Messieurs bonjour. La situation militaire se caractérise de façon générale par l'offensive lancée par les FARDC contre les groupes armés à l'est du territoire de la RDC.

Dans le territoire de Beni, le samedi 10 novembre 2019, la Force de la MONUSCO a reçu une demande d'évacuation sanitaire provenant des FARDC pour évacuer des victimes issues de leurs rangs au cours des confrontations avec le groupe armé ADF.

Aussi, en exécution des dispositions de son mandat qui priorise la protection des civils par la neutralisation des groupes armés entre autres en soutien aux FARDC et à la lumière de l'accord technique bilatéral, la Force a déployé un hélicoptère médicalisé escorté par des hélicoptères d'attaque en vue d'évacuer les blessés graves de la localité de Mwalika vers Beni où ils ont été pris en charge à l'hôpital général.

Une demande similaire a été reçue le 12 novembre 2019. Elle a été traitée avec la même diligence et a permis d'évacuer six autres victimes de la localité de Kallanzoka vers l'hôpital général de Beni.

Dans le cadre de la protection des populations civiles et la restauration de la paix dans la région, la Force reste en permanence disponible pour répondre à toutes sollicitations des FARDC dans la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

conduite des opérations visant notamment à neutraliser les groupes armés, par la mise à disposition du renseignement et du soutien logistique.

Dans le reste de la zone de déploiement de la Force, nos unités multiplient les patrouilles en vue de protéger les populations civiles et particulièrement les personnes déplacées devenues plus vulnérables du fait des opérations offensives en cours contre les groupes armés.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 90 éléments appartenant à divers groupes armés au cours du mois de novembre 2019.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Nous restons à Goma pour entendre Mathias Gillmann et les actualités des agences, fonds et programmes des Nations Unies.

Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann] : **Bonjour à tous d'abord, un point concernant les inondations qui ont frappé la région du Sud-Oubangui**, des agences des Nations Unies comme le Haut-Commissariat aux réfugiés et l'UNICEF, ainsi que leurs partenaires, notamment Caritas, évaluent actuellement la situation. Les premières données partielles font état de 30 000 ménages affectés. Un plan de contingence est en cours d'élaboration.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés exprime sa préoccupation concernant la situation des personnes déplacées à l'est de la République démocratique du Congo qui vivent non seulement dans des conditions difficiles sans recevoir l'assistance nécessaire mais sont aussi exposées à des violations des droits de l'homme quotidiennes.

Le HCR estime que 300 000 personnes ont été déplacées par les violences en Ituri depuis le mois de juin 2019. En tout, 4 millions de personnes seraient déplacées en RDC, ce qui représente 10 % du nombre total de déplacés dans le monde.

Le HCR souligne que des ressources supplémentaires sont nécessaires. Du personnel est déployé, des hangars communaux et des refuges d'urgence ont été construits mais le Haut-Commissariat ne dispose pour l'instant que de 57 % des 150 millions de dollars nécessaires cette année.

Concernant la situation dans le Sud-Kivu, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) souligne que de nombreux villages restent pour le moment inaccessibles. La plupart des zones d'accueil de déplacés connaissent une forte détérioration du contexte sanitaire. Le Sud-Kivu a atteint par exemple 15 530 cas de rougeole depuis le début de l'année.

Les acteurs humanitaires poursuivent leurs efforts pour apporter leur assistance dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de la protection, et de l'eau et de l'assainissement. Ces activités entrent dans le cadre du plan de réponse au niveau provincial ciblant 181 500 déplacés internes, qui est financé à hauteur de 4 millions de dollars.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Et enfin, juste un petit rappel, la semaine dernière, la Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI), à l'unanimité, a condamné Bosco Ntaganda à une peine totale de 30 ans d'emprisonnement. Vous vous souviendrez que le 8 juillet 2019, Bosco Ntaganda avait été déclaré coupable de 18 chefs de crime de guerre et de crime contre l'humanité commis en Ituri en 2002 et 2003.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vous l'annonçais en ouverture de cette conférence de presse. Notre invité spécial est aujourd'hui le Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO. M. Grignon, vous avez la parole.

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Bonjour à tous, je me félicite de pouvoir vous rencontrer aujourd'hui pour échanger sur les activités de la Mission et les progrès en cours dans l'application de son mandat en partenariat avec le gouvernement congolais.

Comme vous le savez peut-être, il se tiendra dans quelques heures à New York une réunion du Conseil de sécurité qui marquera le début des négociations pour le renouvellement du mandat de la MONUSCO, le 20 décembre prochain. Cette réunion sera consacrée à débattre du rapport de la revue stratégique indépendante qui a été remise, il y a quelques semaines, au Conseil de sécurité. Les recommandations de la revue ne sont pas celles du Secrétariat ou de la MONUSCO et elles n'ont pas encore été discutées en détail avec le Gouvernement.

Mais je peux vous confirmer que nous partageons sa philosophie générale. Il est important aujourd'hui que la MONUSCO s'engage dans une stratégie de sortie durable et responsable pour faire place à un nouveau type de partenariat entre le Congo et les Nations Unies, se reposant sur le soutien de l'équipe de pays au Gouvernement et à la population.

Les défis qui restent à relever pour ce faire sont bien sûr importants, mais la réponse qui doit leur être apportée est également connue et très claire. **Plus que jamais, le Congo a besoin d'Etat, d'un Etat démocratique, d'un Etat dont les fonctions régaliennes minimales (administration du territoire, justice, police) ont été consolidées sur l'ensemble du territoire, et surtout d'un Etat de droit, où le maintien de l'ordre est démilitarisé et où il n'y a plus d'impunité pour les crimes graves.**

C'est l'objectif du partenariat que nous entretenons avec le Gouvernement, et des réunions que Mme Zerrougui et moi-même avons pu tenir ces dernières semaines avec les représentants des institutions publiques nationales ou provinciales.

Comme vous le savez, des progrès importants ont été faits depuis plusieurs années sur la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire de la République, et aujourd'hui seulement 12 de ses

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

135 territoires restent affectés en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud Kivu, par des violences armées. Ces violences donnent toujours lieu à des atrocités criminelles, ce qui représente toujours une grande source d'inquiétude.

Grâce aux efforts du Gouvernement et des autorités provinciales, la situation s'est apaisée ces dernières semaines en Ituri, dans le territoire de Djugu notamment. Et dans le territoire d'Irumu, le processus de désarmement des miliciens FRPI continue également de progresser. Ces progrès restent cependant réversibles et nous devons continuer à travailler en étroite collaboration avec les autorités pour les consolider et en assurer la pérennité.

Le Nord-Kivu connaît aujourd'hui la principale crise de protection du pays. Pour y faire face, les FARDC viennent de lancer des opérations militaires pour éradiquer la menace ADF dans le Grand Nord, mais la situation dans le Petit Nord est également extrêmement inquiétante.

53 % de toutes les violations des droits de l'homme sur le territoire de la République ont eu lieu cette année dans le petit Nord, et 65 % d'entre elles ont été le fait de groupes armés nationaux et étrangers. La Représentante spéciale du Secrétaire général Mme Zerrougui est arrivée aujourd'hui à Goma pour une visite de plusieurs jours dans le Petit Nord comme indiqué. Et nous allons ensemble évaluer nos opérations et mener des consultations avec les autorités provinciales afin de renforcer nos efforts face à cette crise de protection majeure qui malheureusement ne connaît pas suffisamment d'attention et doit vraiment demander plus d'efforts pour la résoudre.

Enfin, je dois mentionner la situation actuelle dans les territoires de Fizi et Uvira, qui a connu une détérioration significative ces dernières semaines. Les milices communautaires et groupes armés y ont commis à nouveau des crimes graves : des chefs coutumiers ont été assassinés, et des destructions importantes et vols de bétail ont été perpétrés. Nous avons également documenté le retour des discours de haine dans certains médias et sur les médias sociaux contre les populations congolaises Banyamulenge, qui sont inacceptables et doivent être réprimés avec la plus grande fermeté.

Nous condamnons cette violence et travaillerons avec le Gouvernement pour que les responsables [des discours de haine] soient menés devant la justice. Opérationnellement, nous avons renforcé notre présence sur les hauts plateaux pour exercer un rôle dissuasif et appelons également à un renfort rapide de la présence et des moyens des FARDC pour reprendre rapidement le contrôle de la situation.

Pour faire face à cette crise, le Sud-Kivu, comme le Nord-Kivu et l'Ituri, je vais le répéter, ont besoin de la restauration de l'autorité de l'Etat : un Etat démocratique, un Etat fonctionnel et impartial, et un Etat de droit.

Je vous remercie et je participerai avec plaisir à la séance des questions-réponses.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il est 12h27 dans l'est du pays et nous allons maintenant aborder la session des questions et réponses.

Question 1

Bertin Bulonza/ La Prunellerdc.info (Bukavu) : Ma question s'adresse à la MONUSCO, parce qu'aujourd'hui avec la situation d'avant-hier à Beni, dans le territoire de Mayimoya, il y a eu deux attaques, il y a eu tuerie de cinq civils. La population de ce coin est en train de réclamer le départ sans délai de la MONUSCO que cette population accuse d'inactive chaque fois qu'il y a des attaques. Parce que la dernière attaque en date est celle de cinq civils tués à Mayimoya, dans le groupement de Bambuka Kisiki. L'attaque a eu lieu à quelque 80 mètres de la base de la MONUSCO. Maintenant quelles sont les impressions de la MONUSCO par rapport à toutes ces accusations ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Première chose, bien sûr, nous voulons exprimer toutes nos condoléances aux familles des victimes et condamner ces actes absolument inacceptables. Deuxième chose, il est normal bien sûr que la population qui soit victime de ces violences soit outrée et veuille que des responsables soient identifiés.

Nous travaillons sur la zone de Beni avec les FARDC. Ces attaques, à ma connaissance mais peut-être que je me trompe, ont été menées la nuit à l'arme blanche. Nous sommes dans une situation, bien sûr, où nous devons absolument avoir une planification conjointe avec les FARDC pour mettre la protection des civils en priorité de la conduite des opérations militaires, de sorte à essayer de maximiser justement cette protection à la dissuasion d'attaques de vengeance des ADF contre les populations civiles. Est-ce que nous y réussissons actuellement ? De toute évidence, il y a encore des progrès à faire en la matière.

Mais je peux vous assurer que nous ne ménagesons aucun effort pour essayer de renforcer ce partenariat avec les FARDC et de mettre en place des dispositifs nécessaires pour prévenir le maximum de victimes civiles suite au lancement des opérations militaires. J'ai moi-même rencontré le chef d'Etat-major des armées la semaine dernière. Mme Zerrougui a rencontré le ministre de la Défense, il y a quelques jours.

Nous sommes dans une situation de partenariat que nous essayons de renforcer opérationnellement, également pour maximiser les chances de protection des civils face à une situation, je dirais, d'offensive militaire.

Malheureusement bien sûr, nous n'arrivons pas à avoir des résultats [avec] 100 % de succès, mais c'est un effort que nous menons actuellement et que nous continuerons à mener pour limiter les victimes civiles dans le théâtre d'opérations de la zone de Beni et suite au lancement des opérations.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 2

Josué Musole/ Radio Nenoa Uzima (Bukavu) : Ma question, c'est sur le mandat de la MONUSCO. D'ici fin décembre, il y aura une réunion sur le mandat de la MONUSCO. Qu'est-ce que vous pensez, M. Grignon, qu'on devrait améliorer puisque nous constatons que ça ne va pas quand on attaque à quelques mètres de la MONUSCO et qu'elle n'intervient pas ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : En ce qui concerne le mandat, je pense que si vous faites référence au langage qui mentionne l'utilisation de la Force, le problème n'est pas là. Le problème est la mise en place d'un dispositif de protection des civils durable puisque nous sommes dans une situation de stratégie de sortie de la MONUSCO. Et que nous devons avoir une appropriation par l'Etat, par les institutions provinciales et nationales de cette responsabilité de protection et de sorte à ce que les représentants du gouvernement, de l'administration du territoire mais aussi de services de sécurité puissent eux-mêmes gérer les menaces sécuritaires.

Bien sûr d'abord, elles doivent être réduites mais ensuite, elles devront être gérées. Car toute la problématique, je dirais, de la stratégie de sortie de la Mission, est celle d'une sortie qui permette une durabilité et une pérennité des gains qui ont été faits.

Alors je suis d'accord avec vous qu'il y a encore des situations difficiles et extrêmement, je dirais, critiques pour les populations civiles. Et nous n'avons pas encore réussi à les traiter. Mais nous avons aussi d'autres progrès sur d'autres zones. C'est la raison pour laquelle depuis un an, nous avons commencé à fermer des bureaux. Donc, cet incident d'il y a quelques jours est particulièrement, je dirais, regrettable et vraiment dramatique. Et nous devons travailler bien sûr à maximiser les efforts et à les rendre plus efficaces pour la protection des civils.

Mais si vous regardez l'ensemble de résultats obtenus depuis plusieurs années sur le travail qui a été fait avec le Gouvernement, je pense que nous progressons et nous devons continuer de faire en sorte que le Gouvernement ait des capacités de s'approprier à la fois politiquement, mais aussi opérationnellement, cette responsabilité de protection des civils, de sorte que la Mission puisse, je dirais, sortir du pays dans les pays dans les années qui viennent.

Question 3

Nephtalie Buamutala/ RTGA : Moi je parle du volet politique. Vous avez constaté ces derniers temps, la stabilité a du plomb dans l'aile entre le FCC et le CACH. Alors [par rapport à] votre mission de bons offices, qu'est-ce que la MONUSCO a déjà fait pour que la situation ne dégénère pas ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Je peux simplement vous dire qu'en ce qui concerne les tensions politiques qui peuvent exister entre les différentes formations politiques, c'est la nature de la politique. Donc, il faut

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

aussi que les acteurs politiques jouent le rôle d'hommes d'état et assument la responsabilité du leadership de l'état et donc réussissent entre eux à résoudre leurs différences pour faire avancer le programme du gouvernement et pour faire avancer le programme de réforme qu'ils ont adopté.

Maintenant, bien sûr, c'est un gouvernement de coalition, bien sûr dans tout gouvernement de coalition -, il n'y a pas qu'au Congo, - il y a des tensions sur certains dossiers. Il y a un besoin d'harmonisation. Si les acteurs du gouvernement demandent le soutien de la MONUSCO, de ses bons offices pour résoudre des problèmes, nous sommes présents, nous sommes là pour répondre à l'appel.

Mais aucune facilitation ne peut se faire sans qu'elle ne soit demandée, acceptée, voulue par les principaux acteurs avec lesquels il faut traiter. Donc, personne ne peut imposer une médiation si elle n'est pas voulue. Mais je crois qu'aujourd'hui, nous sommes dans une situation où le travail gouvernemental dans un cadre de coalition, bien sûr, connaît des avancées et des difficultés quelque part. c'est normal, cette coalition n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière.

Il faut continuer de faire en sorte que les problèmes soient résolus et si effectivement il y a des difficultés et que le soutien des Nations Unies est demandé, bien sûr, nous sommes présents pour les aider. Mais d'expérience, je pense qu'il est absolument essentiel de tenter par tous les moyens d'abord de résoudre les politiques au sein des coalitions politiques par les acteurs eux-mêmes.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je peux ajouter qu'au fil de ces années et du mandat de la Représentante spéciale, Mme Zerrougui, vous l'avez constaté vous-mêmes, l'année dernière, lors de la période électorale et encore maintenant, elle parle à tout le monde. Elle parle à l'opposition, elle parle à la majorité et je pense que c'est un élément très important pour apaiser les tensions. C'est toujours le sens des messages qu'elle a elle-même délivrés devant vous.

Question 4

Charlie Omba/ Radio Télévision Salama (RTS) (Bunia) : Mme Florence Marchal, au mois d'octobre dernier, Ngundjolo, chef de la milice CODECO avait émis le vœu de quitter la brousse moyennant certains préalables, notamment sa prise en charge. Quel est le point de vue de la MONUSCO à ce sujet ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je renvoie sur Goma où nous avons les spécialistes des opérations.

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Des crimes ont été commis dans le territoire de Djugu, des crimes atroces, des enfants ont été éventrés. On ne peut pas aller dans un processus sans mettre sur la table le besoin de justice et le besoin de réconciliation.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, nous sommes dans une situation où, à l'heure actuelle, les autorités provinciales et nationales, les FARDC ont engagé, je dirais, pas simplement des opérations mais aussi un dialogue avec les communautés du territoire de Djugu pour restaurer l'autorité de l'Etat dans la zone. Ce processus est en cours, ce processus a permis, comme je l'ai mentionné, d'apaiser la situation, ce processus devra aussi tenir compte des violences qui ont été commises. On ne peut pas cautionner une situation où vous commettez de telles atrocités et puis, quelque part, vous prenez la population en otage pour ensuite réclamer votre impunité.

Donc, je dirais que c'est un processus qui doit aller de l'avant, qui doit aller de l'avant vers le désarmement de tous les groupes armés actuels dans le territoire de Djugu mais qui doit aussi passer par une restauration de l'Etat et comme nous l'avons dit, un Etat de droit.

Question 5

Abdoul Lazo/ RTNC (Bunia) : Mme Florence Marchal, vous êtes porte-parole de la MONUSCO, une mission des Nations Unies qui totalise en ce mois de novembre 20 ans d'existence, quel bilan pourrez-vous faire de vos 20 années de présence en RDC en termes de protection des civils et en termes de neutralisation des groupes armés surtout dans l'est du pays ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Ah la la, mais il nous faudra toute la journée pour répondre à cette question. On n'est pas encore tout à fait aux 20 ans. On va consolider une réponse qu'on va préparer pour une prochaine conférence, parce qu'on a aujourd'hui notre invité spécial avec des questions brûlantes d'actualité. Mais c'est bien noté. Mais je crois que Mme Zerrougui lors de la précédente conférence de presse avait déjà commencé à y répondre.

Question 6

Constant Sam Bagalwa/ Radio Télé Mont Bleu (RTM) (Bunia) : Ma question s'adresse au Représentant spécial adjoint. Quel est l'apport de la MONUSCO dans le processus de démobilisation et de désarmement des miliciens de la FRPI. La phase de pré-cantonnement de ces miliciens a été annoncée depuis le mois d'août dernier, à ce stade, il reste la validation du cahier des charges de ce groupe armé. Alors qu'est-ce que la MONUSCO fait pour la réussite de ce processus ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : [On est] effectivement engagé avec le Gouvernement et les autorités provinciales. Nous apportons un soutien à la fois opérationnel, politique et financier au processus de désarmement des [éléments] FRPI.

Je vais simplement dire que ce qui reste à venir, ce n'est pas la validation du cahier des charges, c'est la négociation du cahier des charges. Nous sommes dans une situation où les choses ont avancé et maintenant on se prépare pour une phase de négociation entre le Gouvernement et la FRPI pour conclure le processus et avancer vers la phase d'application des mesures de désarmement.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, effectivement aujourd'hui, la MONUSCO continue à appuyer ce processus, elle a participé au comité de pilotage qui s'est tenu, je pense, il y a une quinzaine de jours. Elle continue également de planifier les opérations de DDR qui commencent par le désarmement et je dirais ensuite la démobilisation puis, la réinsertion communautaire des membres de la FRPI.

Tout un investissement a été commencé avec les communautés pour pouvoir accueillir les combattants. Il reste aujourd'hui des fonds tout à fait conséquents qui sont mobilisés, plusieurs millions de dollars, pour faciliter la réinsertion communautaire de ces combattants, pour mettre en place aussi les infrastructures qui sont nécessaires pour procéder à leur désarmement et démobilisation.

Donc, encore une fois, je dirais le soutien de la Mission est multiforme. Il est à la fois politique, il est opérationnel et il contribue aussi, par la présence de nos troupes dans la zone, faire en sorte de renforcer la confiance au vu de la présence de différentes forces dans la zone du sud d'Irumu, dans la zone d'Azita.

Question 7

Patient Ligodi/ Actualite.cd & RFI : Nord-Oubangui, Sud-Oubangui, Mongala, plus de 30 000 ménages sinistrés, trois semaines déjà, et vous en êtes encore au plan de contingence, qu'est-ce qui explique cela ? Et deuxièmement, quand est-ce que les populations sinistrées aujourd'hui peuvent attendre concrètement une réponse humanitaire dans ce sens ? Et puis ma deuxième question est en rapport avec ce que l'on entend de plus en plus. Est-ce que la MONUSCO a déjà enquêté sur les allégations de présence d'armées étrangères notamment au Nord et au Sud-Kivu ?

Coordonnateur du groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann]: Je peux répondre mais malheureusement je ne peux pas répondre plus que ce que j'ai déjà dit. Il y a une évaluation qui est en cours. Effectivement cela peut être frustrant d'entendre que l'évaluation est encore en cours mais il faut savoir que c'est une zone où il n'y a pas beaucoup d'intervenants. Je pense que, même au niveau des organisations non-gouvernementales, il n'y a que Caritas qui est sur place. Nos partenaires humanitaires, dès qu'ils auront plus d'éléments à partager, nous les partagerons également avec vous.

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Sur les enquêtes éventuelles de la MONUSCO sur la présence d'armées étrangères, d'abord laissez-moi, première chose, dire [que] la présence de groupes armés étrangers est connue et documentée et elle fait partie, je dirais, ... nos objectifs de désarmement et de démobilisation avec le Gouvernement, c'est bien sûr de traiter cette menace contre les populations civiles et nous y travaillons pour essayer d'obtenir le plus de résultats possible.

Je pense qu'en termes de bilan, puisqu'on nous demandait un bilan des 20 ans de MONUSCO, regardez où en était la présence des groupes étrangers il y a 20 ans et regardez où on en est maintenant, en

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

termes de chiffres, je pense que le résultat est indéniable, mais, bien sûr, il y a encore une présence de quelques groupes armés étrangers notamment au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et les éléments d'origine ougandaise dans les ADF.

Sur la présence maintenant des armées étrangères, le Gouvernement, comme vous le savez, mène des consultations avec les pays voisins, avec la région pour forger un partenariat qui puisse lui permettre de renforcer ses efforts pour la maîtrise de l'insécurité liée à la présence de groupes armés étrangers à l'est de la République. Le Gouvernement est souverain et c'est, je dirais, sa responsabilité également de trouver tous les moyens possibles pour pouvoir traiter de ce problème.

Il est évident qu'au vu des liens que la présence de ces groupes armés étrangers ont avec différents trafics, différentes exploitations illégales des ressources, au vu des problèmes de trafics, je dirais, d'armes et munitions qui restent dans la région, ce partenariat avec les gouvernements voisins est essentiel pour obtenir des résultats tangibles et des résultats de longue durée.

Donc, ce n'est pas la responsabilité de la MONUSCO, si vous voulez, de mener des enquêtes sur cette question. Nous, notre mandat est de venir en soutien au Gouvernement et nous tirerons la sonnette d'alarme si nous constatons que des actions qui sont menées menacent les populations civiles et nous le faisons, je pense, de façon très régulière. Voilà ce que je peux dire sur cette question mais encore une fois je veux ajouter également que le partenariat régional apportera certaines solutions pour la stabilisation de l'est mais c'est un partenariat qui doit être aussi un partenariat politique, un partenariat économique car nous devons avancer dans la région à la normalisation des relations régionales pour pouvoir stabiliser l'est du pays.

Question 8

Papy Okito/ Echos d'opinion : Vous avez dit tantôt que si les bureaux ont été fermés à l'ouest, c'est pour concentrer vos forces à l'est de la République mais la situation apparemment reste la même surtout au niveau de Beni. Qu'est-ce qui fait que la situation n'évolue pas ? Mais aussi il y a depuis l'arrivée du Président Tshisekedi au pouvoir, la volonté manifeste au niveau des groupes armés de désarmer mais apparemment le service de DDR ne fonctionne plus au niveau de Goma. Vous pouvez un peu nous expliquer tous ces gens qui ont la volonté de quitter la forêt mais qui n'ont pas de moyens ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : L'un des messages que j'avais dans mon propos liminaire était « besoin d'état, besoin d'état démocratique, besoin d'état avec une capacité d'exercer des fonctions régaliennes, et besoin d'état de droit », c'est la réponse que nous devons apporter que ce soit sur la situation de Beni ou que ce soit sur la situation des groupes armés qui veulent désarmer.

Qu'est-ce que je veux dire par là ? Sur la situation de Beni, nous devons avoir le Gouvernement dans la direction des événements parce que, même si nous menons des opérations, et nous l'avons fait par le passé, de façon unilatérale, que nous délogeons une position des ADF, que nous neutralisons

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

certains, que certains se dispersent, qui va tenir le terrain ? Qui va assurer le changement pérenne et durable de la situation dans la zone ? C'est le Gouvernement.

Nous avons besoin de la restauration de l'autorité de l'état. Donc notre action ne peut se faire qu'en partenariat étroit avec les autorités nationales et les autorités se sont réorganisées, je dirais, après les opérations qui avaient été menées à la fin de l'année dernière pour pouvoir relancer leurs efforts pour la neutralisation de la menace ADF.

Nous sommes à nouveau engagés avec eux avec dans cette opération. Encore une fois, je veux insister, les résultats durables ne viendront pas seulement d'opérations militaires, ils viendront aussi d'une planification qui permettra de tenir le terrain, qui permettra de répondre aux problèmes qui ont permis aux ADF de rester dans cette zone depuis aussi longtemps. On a affaire à l'un des plus anciens groupes armés de l'est du Congo, qui est très enraciné. C'est une tâche qui est difficile et qui requiert des efforts continus.

Sur la question du désarmement, c'est la même chose. On a besoin que le Gouvernement prenne la direction des opérations et on vient en soutien. Or le Gouvernement est en train de définir, et je pense que c'est fait maintenant, sa politique en la matière. Comme vous le savez, les gouverneurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont en train de mettre en place une commission interprovinciale pour le désarmement et la réintégration communautaire, qui, je dirais, [est] une nouvelle institution qui progressivement est en train de définir sa feuille de route et de mettre en place ses capacités institutionnelles et nous viendrons en appui de cette commission interprovinciale.

Nous avons maintenant de nouveaux arrêtés qui ont été publiés, ils établissent un comité de pilotage qui va permettre de faire le lien avec les institutions nationales, donc nous avons un processus institutionnel qui est en route, je pense qu'une réunion du comité de pilotage aura probablement lieu dans les semaines qui viennent. Il y a un processus d'appropriation politique qui est aussi prévu. Donc nous ne pouvons pas intervenir, si vous voulez, seuls, nous ne pouvons pas travailler en dehors du cadre qui est défini par les institutions nationales.

Alors, depuis la tenue des élections, la mise en place du gouvernement a pris un peu de temps, nous avons maintenant une situation où, je dirais, non seulement il y a un gouvernement, il y a un programme de gouvernement, il y a des politiques qui sont en train d'être définies, le Conseil des ministres se réunit, le comité de pilotage du STAREC pour le processus FRPI s'est tenu, on parle maintenant d'un nouveau comité de pilotage pour pouvoir mettre en route cette politique de désarmement à travers la commission interprovinciale, je pense que ce sont des avancées importantes que nous travaillons à soutenir, pour faire avancer ces dossiers.

Question 9

Sami / Congo 26 (Goma) : C'est toujours dans le même ordre d'idée sécuritaire. Nous revenons de Beni, vous avez parlé des opérations conjointes entre les FARDC et la MONUSCO mais nous avons constaté que sur le terrain il n'y a pas vraiment ce mariage-là.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO fait des patrouilles nocturnes, diurnes à sa façon, à manière et les FARDC à leur manière, c'est pourquoi je voudrais savoir qu'est-ce qui ne marche pas et dites-nous pourquoi vous ne faites pas les opérations ensemble ?

Porte-parole militaire de la MONUSCO [lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo] : Merci beaucoup. Je dois dire que si vous avez bien suivi ce que j'ai dit tout à l'heure, nous intervenons aux côtés des FARDC et il y a un protocole d'accord entre les FARDC et la MONUSCO en ce qui concerne le soutien que ce soit sur le plan de la logistique, que ce soit sur le plan des renseignements et sur le plan opérationnel. Alors, à la demande des FARDC, tout ce qui est demandé à la Force de la MONUSCO est exécuté. Et je viens de vous dire, pas plus tard que hier et avant-hier, il y a eu une demande d'évacuation sanitaire, la Force de la MONUSCO a déployé des hélicoptères pour pouvoir mener les évacuations sanitaires.

En ce qui concerne les attaques, les offensives sur le terrain, une planification a été faite par les FARDC et nous venons vraiment de loin. Entretemps, la Force intervenait de façon unilatérale. Mais il y a eu un travail de renforcement des capacités au niveau des FARDC et il convient, à l'étape où nous nous trouvons maintenant, que les FARDC puissent prendre à leur compte, la gestion de la sécurité, de la défense du territoire. C'est dans ce sens que les FARDC ont mené ces opérations qui sont en cours actuellement. Et dès que le besoin se fait sentir, ils envoient des demandes à la MONUSCO, à la Force et la Force intervient. Chaque fois qu'il y a une demande, la Force intervient. La Force ne s'investit pas simplement comme elle veut, mais c'est une entente, d'une part entre les FARDC et la Force. Voilà ce que je peux dire.

Question 10

Symphorien Katumba / L'Explorateur : J'ai une préoccupation pour le Représentant adjoint, la CPI vient de condamner Bosco Ntanganda à 30 ans de prison ferme. Est-ce que la MONUSCO dispose d'une liste des belligérants qui seront jugés par la suite afin que la paix règne en RDC ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Merci beaucoup. Nous essayons de documenter tous les crimes graves qui sont perpétrés dans le pays et qui pourraient constituer éventuellement des atrocités passibles de poursuites devant la Cour pénale internationale. Donc, je ne peux pas vous dire qu'il y a une liste d'individus, mais ce que je peux vous dire que le travail de nos équipes de droits de l'homme est notamment de pouvoir documenter les crimes graves qui sont perpétrés dans le pays, mais aussi de soutenir l'Auditorat militaire, les institutions judiciaires nationales pour avoir des poursuites par les institutions judiciaires congolaises.

Il n'y a pas que la CPI qui doit apporter la justice pour les crimes graves qui sont commis au Congo, nous avons besoin du renforcement et d'un système judiciaire national proactif. Je crois que notre travail dans les différentes branches de l'Auditorat militaire dans les provinces est extrêmement utile.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Il y a eu de nombreux cas de condamnation, notamment pour les violences sexuelles mais aussi d'autres crimes qui ont été faits dans le passé et ce travail continue.

Donc, cela fait partie du mandat de la Mission, cela fait partie, je dirais, de notre action. Mais notre priorité, bien sûr, est de permettre à l'Etat congolais, comme je l'ai mentionné, d'assumer ses fonctions régaliennes et l'une de ces fonctions, c'est de pouvoir donner justice pour les crimes qui sont commis.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je peux ajouter qu'il y a aussi le travail du Comité des sanctions de l'ONU qui a été mis en place par la Résolution 1533 du Conseil de sécurité. Et au premier octobre dernier, 44 personnes ou entités étaient encore inscrites sur cette liste concernant la RDC.

Question 11

Christiane Ekambo /Journaldesnations.net : Ma question s'adresse au Représentant spécial adjoint. Je voulais signaler qu'en terme de stratégies de lutte contre les groupes armés, il y a une solution qui a été prise, une solution transfrontalière c'est-à-dire une solution commune avec les pays voisins pour traquer les groupes armés. Mais il se fait que cette solution, à entendre le son de cloche qui provient du côté de la RDC, la population n'en veut pas. Qu'est-ce que la MONUSCO en pense ? Est-ce que la Mission a un autre avis ou elle [appuie] cette solution-là ?

Représentant spécial adjoint par intérim pour la protection et les opérations de la MONUSCO [François Grignon] : Très rapidement, je dois répéter que, bien sûr, c'est la décision souveraine du Gouvernement congolais de définir le partenariat dont il a besoin pour traiter de cette question des groupes armés. Nous, notre mission, c'est de souligner le besoin de donner priorité à la protection civile dans toute opération militaire qui soit menée. Et dans la lutte contre les groupes armés, nous devons avoir besoin de la pression militaire. Mais cette pression militaire doit aussi favoriser un désarmement négocié et doit aussi favoriser la récupération des armes, la réinsertion communautaire des combattants et, je dirais, une stabilisation pérenne et durable de la région.

Ce qui est dommageable, c'est d'avoir des opérations, qui, non seulement continuent à apporter des violences additionnelles contre les populations civiles et ensuite qui n'apportent pas des solutions pérennes pour la stabilisation de la zone. Donc, là-dessus, notre position a été très claire. Conformément aux limites qui sont définies dans notre mandat, nous avons des orientations stratégiques de partenariat avec le Gouvernement qui met en priorité les populations civiles et la pérennité des résultats obtenus qui doivent être, bien sûr, articulés des opérations militaires avec des solutions politiques voire économiques.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Monsieur le Représentant spécial adjoint, merci d'avoir participé à cette conférence de presse, très riche en questions aujourd'hui. Je vous souhaite une belle journée à toutes et à tous !!!

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28